

## [Texte]

nity Commission members have visited Ottawa, the most recent visit being that of Sir Christopher Soames, the Vice-President for External Relations, last November. In November 1972, informal semiannual Canada-European Community bilateral consultations were initiated between Canadian and Commission officials. These meetings have been very useful in identifying areas of potential co-operation and friction, and as a forum in which to explore the possibility of closer and more formally-structured economic and trade relations. Agreement has also been reached recently for Canadian ministers and appropriate commissioners to discuss matters of common interest.

A major development in Canada-European Community relations occurred when the nine invited Canada to set out its views on the question of the development of its relations with them collectively. This invitation came about as a result of the efforts I have just described to create a greater awareness in Europe of Canada as a distinct political, social and economic entity in North America. Canada replied by presenting an aide-mémoire to the West German foreign minister, as then Chairman of the Community's Council of Ministers, on April 20. It was presented subsequently in the other capitals and to Sir Christopher Soames.

The aide-mémoire outlined the close ties which have always existed between Canada and the nine, and indicated Canadian belief in and support for European unification as embodied in the goals which the Community has set for itself. It conveyed the Canadian wish to strengthen the relationship between Canada and the Community through means appropriate to the development and evolution of Community institutions. This was a recognition of the fact that the Community is evolving and in the process, expanding the areas in which it has competence over matters formerly within the jurisdiction of member states. As an initial step in this direction Canada proposed the negotiation of a trade agreement, which, it is hoped, would provide a basis for strengthening consultation and new opportunities for encouraging and developing economic co-operation between Canada and the Community in other fields. It was proposed that such an agreement would not override obligations under existing bilateral trade agreements between Canada and certain members states nor affect rights and obligations of the signatories under the GATT.

## • 2030

To pursue the matter further, a recent meeting was held between Canadian officials and political directors general of the nine to explain in greater detail the ideas in the aide-mémoire. This meeting was most helpful in giving us the opportunity to elaborate the Canadian position. The whole matter is now under consideration in the Council of Ministers of the Community and we hope for a favourable outcome so that we will be able to pursue as soon as possible negotiations looking towards the establishment of a contractual link between Canada and the Community.

## [Interprétation]

particulier le commerce. Plusieurs membres de la Commission de la Communauté européenne ont visité Ottawa, plus récemment sir Christopher Soames, leur vice-président des relations extérieures, au mois de novembre dernier. En novembre 1972, des consultations officieuses qui seront tenues bilatéralement entre le Canada et la Communauté européenne deux fois par année ont été établies entre les représentants canadiens et de la Commission européenne. Ces réunions ont été très utiles pour déterminer les domaines de coopération ou de friction possible, et agir comme un forum auquel on pourrait explorer la possibilité de relations plus intimes et plus formelles au niveaux économiques et du commerce. Récemment, un accord a été fait afin de permettre à des ministres canadiens et les commissaires appropriés de discuter des questions d'intérêt commun.

Un développement majeur dans les relations entre le Canada et la Communauté européenne a eu lieu quand les neuf pays ont invité le Canada d'exprimer ses opinions sur des questions de développement et sur les relations avec la collectivité. Cette invitation était un résultat des efforts que je viens de décrire qui voulaient créer une sensibilité plus profonde en Europe afin de considérer le Canada comme un unité économique, politique et sociale unique en Amérique du Nord. Le Canada a répondu en présentant un aide-mémoire au ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne de l'Ouest, en fonction de président du Conseil des ministres de la Communauté, le 20 avril. Ce mémoire a été ensuite présenté dans les autres capitales et aussi à sir Christopher Soames.

L'aide-mémoire a résumé les relations intimes qui ont toujours existé entre le Canada et les neuf pays, et a indiqué l'opinion et l'appui canadiens pour l'unification européenne telle que prévue par la Communauté comme un de ses buts importants. Ce mémoire a aussi communiqué le vœu du Canada d'améliorer les relations entre le Canada et la Communauté par des mesures appropriées qui développeraient et aideraient l'évolution des institutions communautaires. Ceux-ci reconnaissent le fait que la communauté évolue et en même temps, élargit des domaines où elle a maintenant la compétence qui auparavant faisait partie des compétences des pays membres. Comme premier pas dans cette direction le Canada a proposé la négociation d'un accord commercial, et nous espérons, fournir la base de meilleures consultations et de nouvelles occasions pour l'encouragement et le développement de la coopération économique entre le Canada et la communauté dans d'autres domaines. On a proposé qu'un tel accord ne changerait pas les engagements déjà existant selon des accords commerciaux bilatéraux entre le Canada et certains pays membres ni affecterait les engagements des signataires de l'accord GATT.

Afin de poursuivre cette question plus longuement, une réunion a eu lieu récemment entre des représentants canadiens et les directeurs généraux politiques des neuf pays afin d'expliquer dans les détails les idées présentées dans l'aide-mémoire. Cette réunion a été très utile en nous donnant l'occasion d'élaborer la position canadienne. Toute cette question est sous considération au conseil des ministres de la communauté et nous espérons une conclusion favorable qui nous permettra de poursuivre aussitôt que possible des négociations qui visent à établir des liens contractuels entre le Canada et la communauté.